

Corée du Nord : un revenu annuel de 650 euros par habitant

mercredi 16 juillet 2008, par [PONS Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 25 juin 2008).

Il n'y a pas que l'agriculture, durement touchée par les inondations de l'été 2007, qui va mal en République populaire démocratique de Corée (RPDC). L'économie dans son ensemble continue à se détériorer. Dans son analyse annuelle de l'économie nord-coréenne, publiée le 18 juin, la Banque de Corée (Séoul) estime que, pour la seconde année consécutive, la RPDC a enregistré en 2007 une croissance négative. Le régime de Pyongyang ne publiant pas de statistiques, l'estimation de la banque centrale sud-coréenne est la seule source de données chiffrées fiables sur ce pays.

Le produit intérieur brut de la RPDC s'est élevé en 2007 à 20,3 milliards de dollars, soit une régression de 2,3 % (- 1,1 % en 2006). « *Il est probable que les difficultés se poursuivront tant que la question alimentaire n'aura pas été résolue* », estiment les auteurs du rapport.

Après une légère reprise au début de la décennie 2000, la situation s'est à nouveau dégradée fin 2006, en raison des sanctions internationales, à la suite d'un essai nucléaire, auxquelles se sont ajoutées l'année suivante les catastrophes naturelles, et le fossé - déjà conséquent - entre le Nord et le Sud continue à se creuser. Selon la Banque de Corée, le revenu annuel par tête de la RPDC est de 1 000 dollars (près de 650 euros), soit 1/17^e de celui de la Corée du Sud, qui exporte 400 fois plus, tandis que sa production de riz, en diminution cette année de 20 %, est le tiers de celle du Sud.

Le rapport de la Banque de Corée, qui repose sur les données chiffrées accessibles, donne un « état des lieux » de la partie émergente de l'économie nord-coréenne : à la suite de la famine de la fin des années 1990 est apparue une « économie de marché par défaut », selon l'expression de Hazel Smith, auteur de *Hungry for Peace* (United States Institute of Peace Press, 2005). Economie parallèle à celle moribonde de l'Etat, engendrée par une poussée de la base plus que par une décision du sommet, celle-ci est difficilement quantifiable, mais visible sur place. Elle échappe le plus souvent aux réglementations du pouvoir central. Légale et illégale, elle enrichit l'élite et une nouvelle classe de commerçants, et fait survivre une partie de la population. Mais elle accentue les inégalités.

P.-S.

* Article paru dans le Monde, édition du 26.06.08. LE MONDE | 25.06.08 | 13h44 • Mis à jour le 25.06.08 | 13h44.